

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. Pardon et Fils, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelle

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 h 45, 7 h 19, 8 h 47, 9 h 47, 11 h 47, m., 12 h 24, 3 h 39, 5 h 18, 6 h 45, 7 h 32, 8 h 32, 11 h 11. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 h 41, 7 h 15, 8 h 43, 10 h 17, 11 h 23, m., 1 h 19, 2 h 29, 4 h 58, 5 h 23, 7 h 17, 8 h 18, 10 h 22, 11 h 25. Lille à Roubaix, 5 h 20, 6 h 55, 8 h 23, 9 h 56, 11 h 05, 12 h 57, 2 h 19, 4 h 40, 5 h 20, 6 h 55, 8 h 00, 10 h 05, 11 h 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 h 08, 7 h 10, 8 h 38, 9 h 40, 11 h 23, 12 h 15, 1 h 56, 3 h 31, 5 h 08, 6 h 06, 7 h 24, 8 h 23, 9 h 24, 11 h 02. Mouscron à Lille, 6 h 52, 9 h 22, 11 h 20, 11 h 57, 3 h 13, 4 h 47, 5 h 49, 7 h 02, 9 h 05. DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 h 35 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 h 04 soir

BOURSE DE PARIS
DU 28 OCTOBRE

3 0/0	62 15
4 1/2	82 75
Emprunts (5 0/0)	99 85

DU 29 OCTOBRE

3 0/0	62 10
4 1/2	82 65
Emprunts (5 0/0)	99 85

ROUBAIX, 29 OCTOBRE 1874

DÉPARTEMENT DU NORD
Election du 8 novembre 1874.

CANDIDAT CONSERVATEUR

M. Constant FIÉVET

Membre du Conseil général,
Maire de Meny (arrondissement de Douai),
Agriculteur, Industriel,
Officier de la Légion d'honneur.

BULLETIN DU JOUR

Les journaux radicaux se sont efforcés de persuader à leurs lecteurs que la plus grande union et la cordialité la plus parfaite continuaient à régner entre les diverses fractions du parti républicain, et notamment dans le département de l'Oise, où MM. Rousselle et Levavasseur se présentaient concurremment aux suffrages électoraux que dans le but de prouver avec éclat la force du parti.

Malheureusement pour cette thèse invraisemblable, un incident vient d'en mettre toute la fausseté au plus grand jour. Dans une réunion publique tenue à Clermont, et présidée par M. Algiave, républicain modéré et directeur de la *Revue politique*, on a voulu poser à M. Rousselle un certain nombre de questions concernant non ses opinions, mais sa personne. M. Rousselle, bien loin de consentir à laisser poser ces questions, a traité M. Algiave d'agent salarié. De là un tumulte facile à concevoir. Un journal du matin va jusqu'à annoncer qu'une rencontre à main armée aura lieu prochainement entre les deux candidats républicains à la députation dans l'Oise, touchant exemple de l'harmonie et de la cordialité tant vantées par les feuilles radicales.

L'acte publié avant-hier un long article reproduit par les principaux organes du centre gauche à Paris et que l'on attribue à M. Casimir Périer lui-même.

Le noble ami y pose le minimum des prétentions du groupe parlementaire auquel il appartient; les voici :

Respect de la loi du 20 novembre et de ses effets; organisation sérieuse d'un gouvernement et non pas seulement du pouvoir d'un homme, de quelque nom qu'on appelle l'homme ou le pouvoir; règlement de la transmission du pouvoir exécutif pendant et après la période septennale et des formes dans lesquelles les pouvoirs publics devront, s'il y a lieu, procéder un jour à la révision constitutionnelle.

On annonce que ce programme serait accepté par une certaine fraction du centre droit qui s'était déjà isolée vers la fin de la dernière session sous la présidence de M. Léonce de Lavergne, et qui comptait parmi ses membres M. le vicomte d'Haussonville, M. Savary, l'auteur des articles sur la conjonction des centres récemment publiés par le *Moniteur*, M. Antonin Lefebvre-Pontalis, etc.

La *Gazette de France* engage les conservateurs du Nord à ne pas s'abstenir et à voter pour M. Fiévet, puis elle ajoute :

L'*Univers* dit qu'il faut voir les choses par le côté pratique; voilà une sage parole; c'est par ce côté que nous aimons à voir les choses, car c'est le seul qui nous sorte des protestations stériles de dévouement et d'amour du pays.

Eh bien ! le côté pratique de la question électorale, c'est en ce moment que le parti conservateur présente partout des candidats et qu'il renonce enfin au triste rôle de confident de la comédie.

On nous trouve trop absolus, parce que nous n'admettons pas « les circonstances, » « les situations, » « les exceptions. » Nous ne voyons que trop les dangers de l'exception. Dans Maine-et-Loire, c'était l'exception, comme dans Seine-et-Oise, comme dans l'Oise; c'est aussi l'exception dans le Nord. La *Vraie France* fait valoir contre nous cette exception.

Chacun croit se trouver dans une situation exceptionnelle, avoir des circonstances tout à fait particulières, absolument locales à faire valoir; — la vérité, c'est que le parti conservateur s'endort, c'est qu'il s'abandonne, c'est que la lutte le fatigue, c'est que les sacrifices l'épuisent. Il craint de se compromettre, et il appelle ses compromettre à affirmer des convictions nettes et formelles. C'est cette torpeur qu'il faut secouer, sous peine de voir nos adversaires reprendre le Pouvoir, nous imposer de nouveau leur dictature, nous priver du peu de liberté qui nous reste encore et à l'aide de laquelle nous défendons la supériorité des principes monarchiques.

Nous sommes peut-être à la veille d'élections générales, qui auront sans aucun doute une grande importance pour l'avenir du pays. Sommes-nous prêts à entrer en lice ? Y a-t-il quelque parti ou organisation de préséance qui fonctionne ? Les conservateurs veulent-ils laisser les populations abandonnées à elles-mêmes ou plutôt livrées aux entreprises de nos audacieux adversaires ?

Nou ! que sous aucun prétexte on ne s'abstienne et par conséquent que les conservateurs, sans perdre du temps, songent à une organisation qui leur permette de tenir tête à ceux qui veulent les asservir. Il n'y a pas de petit effort qui ne soit utile.

Les graves échéances approchent; si on ne le comprend pas, on sera surpris, et une fois la bataille perdue, toutes les récriminations ne nous préserveront pas des conséquences de notre défaite.

GUSTAVE JANICOT.

Le conseil municipal de Givors vient d'être suspendu pour deux mois pour refus d'ordonnement du traitement des instituteurs congréganistes.

M. le duc de Broglie est de retour à Paris, où il séjournera très probablement jusqu'à la rentrée de l'Assemblée nationale. L'ex-

ministre a dû être reçu hier par le maréchal de Mac-Mahon.

Par une lettre adressée au *Géniois*, M. Emile Olivier déclare qu'il est étranger au programme politique publié récemment par le prince Napoléon et qu'il ne l'approuve pas.

Nous lisons dans le *Géniois*: « On dit qu'à la suite de la réunion électorale tenue dimanche dernier à Clermont (Oise), M. Levavasseur, se considérant comme insulté par son rival, M. André Rousselle, lui a envoyé deux témoins pour obtenir une rétractation. M. Rousselle aurait, parvenu, accepté le duel. »

La *France* ayant dit dans un article sur la lettre de Mgr Dupanloup à M. Minghetti, que l'évêque d'Orléans faisait son deuil de la souveraineté temporelle du Pape et qu'il se résignait au fait accompli de l'unité italienne, vient de recevoir une longue épitre dans laquelle Mgr Dupanloup exprime le plus grand étonnement de se voir ainsi imputer une pensée si contraire à ses convictions « plus que jamais persistantes. »

Nous lisons dans la *Post*, de Berlin, du 27 :

Le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne à Paris, qui s'était rendu à Varzin, est de retour dans notre ville. Nous apprenons qu'il restera quelque temps ici pour prendre part aux travaux du Parlement allemand, sa présence à Paris n'étant pas nécessaire avant la rentrée de l'Assemblée nationale.

La question d'Arnim

Le quatre octobre courant, le comte Harry d'Arnim, ex-ambassadeur d'Allemagne à Paris, était arrêté dans son château de Nassenheide, près Stettin, en Poméranie.

On sait généralement quels ont été les prolongements de l'arrestation et les rigueurs de toutes sortes qui ont suivi. Il ne nous reste donc qu'à relater certains faits peu connus de l'instruction de cette affaire, afin d'en déduire quelques conséquences.

Il y a environ quinze jours, le conseiller Würten est venu de Berlin à Paris, chargé d'une enquête sur les pièces disparues, est reparti presque aussitôt, accompagné de M. le baron de Helldorf, premier secrétaire de l'ambassade. Avant-hier sont arrivés juge Pescatori et le référendaire Rietze commis pour procéder à l'interrogatoire du personnel de l'hôtel de la rue de Lille. Enfin un télégramme d'aujourd'hui nous annonce la présence à Varzin du prince Clovis de Hohenlohe, qui s'est vu, parait-il, obligé de quitter Paris en grande hâte — sans doute avant d'avoir pu achever de convaincre M. le duc Decazes des intentions amicales de l'Allemagne à l'égard de la France — pour aller conférer avec le grand chancelier sur le cas d'Arnim.

Bien entendu, le prince de Bismark est pourtant tout à fait étranger à l'affaire de M. d'Arnim. M. Krüger, président du tribunal de Berlin, l'a solennellement déclaré dans une lettre publiée récemment par le *Reichsanzeiger* (journal officiel de l'Empire). Il ne s'agit, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, organe spécial de M. de Bismark, est venu l'affirmer à son tour, — ainsi que toutes les autres publications prussiennes de Berlin, de Cologne, d'Augsbourg ou de Vienne, — que de faire respecter un principe de discipline et d'autorité hiérarchique.

Peste ! il faut avouer alors que les juges

de Berlin ont fait souche depuis le meunier de Sans-Souci, et que la justice prussienne n'y va pas de main morte, même lorsqu'il se traite des hauts dignitaires de l'Etat.

L'odyssée de cette affaire d'Arnim rappelle involontairement à l'esprit le charmant petit volume du comte de La Fite intitulé : *Histoire d'un Bouton*. Le président Krüger, en Occurrence, a beaucoup de points d'analogie avec le directeur de police Abfuh-rungsamt, qui appliquait si énergiquement le vieux proverbe allemand : *Aus einer Fliege ein Elefant machen* (d'une mouche faire un éléphant).

Malheureusement, nous ne nous trouvons pas à Mannheim, dans ce *gentillicher* duché de Bade sur lequel s'est exercée la vaine emulsi de Pie IX. Nous sommes à Berlin, parmi les gens les moins naïfs et les plus pratiques de la création. Ils nous l'ont au reste surabondamment démontré.

Or, ces rigueurs préventives, ces perquisitions, ce va-et-vient de délégués de Berlin à Paris, de Paris à Berlin; le déplacement de l'ambassadeur; ces gardes, ces surveillants, ces verrous, ces grilles, ce secret si absolu infligé au prisonnier; l'unanimité touchante avec laquelle les feuilles subventionnées par le *Reptilien fond* s'efforcent de faire accroire que les actes détournés sont de médiocre importance; tout cela constitue, ce nous semble, sinon une certitude évidente, du moins de très-sérieuses présomptions que le cas du comte Harry d'Arnim est tout autre que celui indiqué jusqu'à présent.

Une présomption encore plus grave, c'est qu'il paraît avoir été décidé que cet étrange procès se jugerait à huis-clos. Pourquoi tant de mystère ? Si le tribunal de Berlin, sur la simple plainte du prince de Hohenlohe, veut frapper un personnage de la valeur de M. d'Arnim, il faudrait, pour que l'exemple qu'il entend donner portât ses fruits, que les débats fussent publics. La saine justice et la morale y gagneraient. De plus M. de Bismark n'y perdrait pas, car les dépositions de trois rédacteurs du *Neu-Vremdenblatt* de Vienne : MM. Wiener, Klebinder et Voget, sur lesquelles on comptait tant pour incriminer M. d'Arnim, viennent au contraire de compromettre un tantinet le grand chancelier.

On nous a dit que M. de Bismark, en collaboration devenant incompatible avec notre ligne politique.

La destitution subite de M. Aegidi, directeur des informations fournies à la presse du prince de Bismark, n'a-t-elle rien de commun avec les dépositions malencontreuses de MM. Wiener, Klebinder et Voget ?

En vérité, plus on fouille cette affaire d'Arnim, plus on se pénètre de la conviction qu'il y a là un dessous de cartes qu'on tient à tout prix à cacher au public européen, auquel on espère faire prendre le change.

Aurons-nous jamais la clef de cette énigme ? C'est douteux. Cependant, depuis une semaine environ, certains journaux étrangers lèvent prudemment un coin du voile. L'un d'eux, le *Journal de Genève*, est allé jusqu'à hasarder des demi-révélation. D'après la feuille suisse, qui d'habitude, contrôle sérieusement la source de ses informations, ce ne seraient plus des documents diplomatiques que le comte d'Arnim

détiendrait, mais bien sept lettres autographes du prince de Bismark, contenant l'exposé d'un plan d'action politique, voire même militaire au besoin, contre une grande puissance du Nord. Il serait aussi question dans lesdites lettres de l'Espagne, de l'Italie et de la France.

En ce qui touche particulièrement cette dernière, que M. de Bismark regrette de n'avoir pas plus fortement saisie en faveur considérablement le chiffre de l'indemnité de guerre, il est parlé d'une éventualité entraînant au besoin la rétrocession de la Lorraine. (Cette éventualité serait évidemment un conflit entre l'Allemagne et la puissance du Nord à laquelle il est fait allusion plus haut.)

Quoi qu'il en soit de ces allégations, que notre confrère de Genève publie sous toutes réserves, il est bon de remarquer que M. d'Arnim prétend, lui aussi, pour sa justification, que les pièces à lui réclamées sont des lettres ayant un caractère privé et qui, conséquemment, doivent rester sa propriété. C'est déjà là un point de commun avec la version du *Journal de Genève*.

En outre, on se rappelle que les premiers dépêches, transmises par les agences officielles, au sujet de l'arrestation, faisaient mention de lettres signées par M. de Bismark et non de documents diplomatiques, comme on le croit aujourd'hui.

Ce ne sont là que de légers indices, mais ils ont néanmoins leur signification. Il est possible que pour réduire à néant ces bruits malveillants, M. de Bismark se décide à faire prochainement paraître dans les colonnes de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* une de ces Notes dont il est d'ordinaire si prodigue, afin de donner quelques éclaircissements. Puisque les pièces soi-disant soustraites sont sans importance, quel danger y aurait-il à en indiquer simplement le contenu ?

LUDOVIC RIGONDAUD.

BULLETIN INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Dépêche communiquée par le journal le *Charbon* :

« Mons, le 27 octobre 1874. Grève pour augmentation de salaires, à quatre puits du Levant, du Flénu et trois puits des Produits. Production journalière moyenne, 3,000 hectolitres par puits. Cette grève est due à une manœuvre des producteurs, dans le but évident de relever les cours qui faiblissent et faiblissent encore quand même, grâce à la concurrence étrangère. Elle ne peut avoir de durée, car il suffira aux charbonnages de baisser les prix des charbons, comme le veut la logique, pour obliger les ouvriers à retirer leurs prétentions. »

ÉTRANGER

ESPAGNE. Quartier général d'Estella, le 25 octobre 1874.

Les armées sont toujours en présence, celle de Charles VII provoquant la bataille et celle de Serrano continuant ses marches et contre-marches. En attendant, les carlistes augmentent leurs travaux de fortification sur toute la ligne du Carrascal à la Solana. Don Carlos sort tous les jours de Puente-la-Reina, pour visiter un point quelconque des positions occupées par son armée; les vivats les plus chaleureux le reçoivent partout. Les agences républicaines s'étudient à faire

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 30 OCTOBRE 1874.

— 2 —

ADRIENNE

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX (SUITE).

La famille s'installa dans un modeste appartement de la rue des Petits-Hôtels avec une vieille bonne, revêche et bossue, qui n'avait point voulu la quitter et composa tout le personnel domestique.

Les vieux meubles se casèrent tant bien que mal entre les murs coquets mais étroits de la demeure parisienne; les hautes glaces touchèrent le plafond; les anciens rideaux, trop longs pour les fenêtres basses furent chargés de plis dans le bas, et les grands fauteuils tirèrent une place énorme dont gémissait Mme Audouin.

Petit à petit, meubles et personnages se firent leur nid au milieu des nouveautés qui les entouraient sans déteindre sur eux, apportant les formes précises et les habitudes invariables de la province dans le pays par excellence du caprice et de la fantaisie.

M. Audouin trouva son Paris changé : les distances lui parurent immenses, le prix de toutes choses fabuleux, les supérieurs tyranniques, et les inférieurs insolents. Il ne s'avisa pas de songer que c'étaient ses jambes, sa bourse et

ses jugements de la vingtième année qui avaient changé plus encore.

Théodore, surveillé par son père, dut parcourir beaucoup plus fréquemment le chemin de l'Ecole de droit que celui du Jardin Mabille.

Mme Audouin déclara qu'elle vivait à Paris comme ailleurs, mais qu'elle ne s'y plaisait pas.

Adrienne vit tomber une à une les espérances vagues qui avaient si souvent agité son cœur.

Trois mois après son installation, la famille Audouin avait transplanté à Paris les mœurs provinciales et vivait dans la grande ville comme elle eût vécu à Poitiers. Rien n'avait progressé dans cet intérieur paisible et bourgeois; le cadre seul embellissait le tableau.

Et encore ce cadre, pour Adrienne qui l'apercevait rarement, se réduisait-il à bien peu de chose. Son père sortait tous les jours seul ou avec Théodore. Sa mère ne sortait jamais; son horizon se bornait à la place Lafayette, à la double rampe d'escaliers de l'église Saint-Vincent-de-Paul, qu'on dominait de ses fenêtres, et à la surface immuable herbacée de la rue des Petits-Hôtels.

Quelquefois, de loin en loin, M. Audouin prenait le bras de sa fille le soir et la conduisait faire un tour sur les boulevards. Elle promenait ses grands yeux bien ouverts sur les magasins illuminés, observait les passants avec une curiosité enfantine, et trouvait Paris d'autant plus beau qu'elle ne le voyait qu'incidemment. Mais M. Audouin n'é-

tait pas souvent disposé à ces innocentes sorties; le Café Turc, où il retrouvait quelques vieux amis, l'attirait irrésistiblement, et des semaines entières s'écoulaient sans que la jeune fille osât lui demander le sacrifice d'une demi-soirée.

Le travail manuel remplissait les heures lentes de la journée. Mme Audouin était inflexible sur ce chapitre. Il fallait coudre, broder, repriser, peu importait, pourvu qu'on tirât l'aiguille. La femme, à ses yeux, n'était complète, la femme n'existait même réellement qu'à cette condition.

Adrienne, rêveuse, laissait-elle tomber son ouvrage, la voix monotone de sa mère retentissait aussitôt :

« Travaille donc, ma fille !... »

Adrienne soupirait, se révoltait intérieurement contre cette tyrannie intelligente, jetait à travers l'espace une aspiration ardente qui se perdait dans le vide, et ses doigts dociles reprénaient le fil et le dé. Pliée à ces occupations sans intérêt, qu'elle accomplissait machinalement, elle vivait beaucoup par la pensée. Son front large et développé portait l'empreinte d'une rêverie habituelle; mais lorsqu'une gaité passagère animait cette mobile physionomie, rien n'était plus charmant que d'y lire les mille sensations confuses qui venaient fidèlement s'y refléter.

Dans cette vie cloîtrée, l'incident le plus minime prenait les proportions d'un événement. La régularité avec laquelle M. de Maupré traversait chaque

jour, vers quatre heures, la rue des Petits-Hôtels, ne pouvait manquer de frapper la jeune fille, de même que l'attention dont elle se sentait l'objet devant l'intérêt de ces journées si mornes. Insensiblement, elle trouva une distraction à attendre l'heure habituelle; puis elle en vint à prendre un naïf plaisir dans ce regard échangé avec un passant inconnu qu'elle devinait homme du monde.

Par une gradation toute naturelle de ces sortes d'impressions, elle fit de l'embrasure de la fenêtre, où elle avait élu domicile, un cabinet de travail aimé et choisi.

La place Lafayette lui parut un horizon plus agréable qu'elle ne l'avait cru tout d'abord.

Enfin, ce jeune homme à la physionomie mélancolique, à la suprême élégance, devint l'idéal de cette existence comprimée, faite pour l'espace et la liberté.

Chez certaines natures ardentes, mais pures, une joie infinie peut naître de cet échange magnétique de rayons enflammés qu'on appelle le regard. Depuis que le hasard avait créé à la jeune fille cette joie innocente et complète, sa vie terne lui paraissait plus facile à porter, et les remontrances intéressées de Mme Audouin glissaient, sans laisser de trace pénible, de ses oreilles distraites à son esprit doucement occupé. Quant à lui, il n'y eut plus pour elle qu'une seule heure appelée désirée : quatre heures; qu'une seule image mystérieusement choyée

dans le plus intime de son cœur.

Elle n'allait pas, en pensée, au delà de ce bonheur, si borné et si complet pourtant.

Quand à Emmanuel de Maupré, son caractère pouvait se résumer en deux mots : du cœur, mais de la vanité plus encore.

On pouvait prévoir, en le fréquentant un peu, que si jamais ces deux ennemis intimes avaient à lutter l'un contre l'autre, la vanité l'emporterait. Cette lutte éclata le jour où Emmanuel vit Adrienne.

Jusqu'à là, les succès faciles du demi-monde, où il avait un pied, et ceux, plus flatteurs, du vrai monde, où son nom lui donnait accès, avaient suffi à occuper son imagination sans entamer beaucoup son cœur.

Il rêvait, du reste, un mariage riche, seul moyen praticable dans sa position pour arriver honnêtement à l'élevation qu'il ambitionnait. Or, il savait trop que ces sortes de mariages ne sont que des transactions où l'on échange un nom contre une dot, pour y chercher la poésie de l'amour. Il croyait franchement pouvoir s'en passer sans regrets; l'avenir qu'il poursuivait, sans trop se hâter, lui paraissait à tout prendre plus enviable.

(A suivre).